



Docteur en philosophie et lettres de l'Université libre de Bruxelles, Marc Angenot est spécialiste de l'histoire des idées. Professeur à l'Université McGill depuis 1967, il a reçu en 2005 le prestigieux Prix du Québec Léon-Gérin pour l'ensemble de son œuvre. Chercheur infatigable, auteur de plus de 175 livres, il est depuis 2013 professeur émérite de l'Université McGill. Il publiera en 2020 *Histoire de l'oubli* dans lequel il examine en profondeur les rapports entre histoire et mémoire.

Nous avons soulevé avec lui plusieurs aspects de ce sujet alors que les sociétés occidentales sont aujourd'hui confrontées plus que jamais à la diversité des mémoires. Peut-on, par exemple, assurer la transmission de la mémoire collective des sociétés d'accueil sans être accusés d'ethno ou d'eurocentrisme ? Comment concilier les souvenirs collectifs des nouveaux arrivants avec l'histoire nationale des sociétés d'accueil ? Les remises en question des représentations publiques du passé transforment-elles la mémoire collective des nations ? Enfin, peut-on concilier la reconnaissance des injustices commises dans le passé avec le nécessaire besoin de l'oubli ? Dans quelle mesure l'oubli est-il réparateur ? Ce sont-là quelques-unes des questions que nous avons posées à Marc Angenot. Entretien avec un éminent critique de nos mémoires collectives.

**Tolerance.ca** : Marc Angenot, jeune universitaire belge, vous commencez votre carrière de professeur à l'Université McGill en 1967, l'année de l'Expo. Pourquoi avez-vous choisi d'immigrer au Québec ?

**Marc Angenot** : J'ai soutenu en 1967 un doctorat en philosophie et lettres à l'Université libre de Bruxelles avec une thèse principale sur la *Rhétorique du surréalisme* et une thèse annexe sur le créole haïtien. Comme j'achevais ma thèse, je me suis mis en quête d'un point de chute. Dans les couloirs, j'ai remarqué quelques affichettes qui annonçaient des postes à l'étranger: à Oran, Lubumbashi et Montréal. J'ai écarté les deux premiers et je me suis dit, va pour Montréal, j'y passerais bien quelques années.... Je suis depuis 1967 professeur à l'Université McGill au Département de langue et littérature françaises – et depuis 2013, promotion que j'accueille de façon ambivalente en dépit des félicitations rectorales et du parchemin qui les accompagne, «professeur émérite».

C'est une grâce que la vie m'a faite. Je pense en avoir tiré tout le parti possible. Je me suis mis au travail. J'ai aimé ce pays, le Canada, qui est devenu le mien et le métier de prof – et je n'ai jamais regardé en arrière (attitude qui n'a pas réussi, comme on sait, à la Femme de Loth).

**Tolerance.ca** : Dans vos travaux, vous analysez différents types de discours - socialistes, fascistes ou antisémites - qui ont eu cours au 19<sup>e</sup> et au 20<sup>e</sup> siècle. Vous vous intéressez aujourd'hui à l'Histoire de l'oubli. Les Premières Nations au Canada et au Québec, de même que des citoyens issus de la diversité, demandent que des injustices subies dans le passé soient reconnues publiquement et exigent parfois des réparations.

- a) La reconnaissance et donc le rappel de ces torts par les gouvernants conduit-elle à la réconciliation entre les peuples ou au contraire réactive-t-elle les ressentiments ?
- b) Dans quelle mesure l'oubli peut-il être réparateur ?

**Marc Angenot** : Il y aurait beaucoup à répondre et une réponse tranchée serait inopportune. Quelques indications de réflexions

possibles tout au plus :

J'ai publié naguère *Les Idéologies du ressentiment*. Montréal: XYZ Éditeur, 1995. Le ressentiment a été et demeure une composante de nombreuses idéologies de notre temps, tant de droite — nationalisme, antisémitisme — que réputées de gauche, s'insinuant dans certaines expressions du socialisme, du féminisme et des militantismes minoritaires. Pensée de l'inversion des valeurs, tournée vers un passé mythique, ressassant des griefs, rancunière et suspicieuse à l'égard de tous ces «autres» qui ne sauraient comprendre assez votre «différence», le ressentiment est à la source des démagogies nationalistes et des idéologies identitaires qui (re-) progressent aujourd'hui dans le monde. La mémoire rancunière peut empêcher le dépassement, le progrès des groupes qui l'entretiennent,

Dans quelle mesure l'oubli peut-il être réparateur, demandez-vous? L'oubli revêt une fonction apaisante et salvatrice. Bien des philosophes ont affirmé depuis l'Antiquité que l'oubli est ultimement bénéfique. Nietzsche pose, contre Platon et sa théorie de la réminiscence, que l'oubli est condition *sine qua non* du bonheur : oublier, c'est se libérer du passé, donc pouvoir agir. Une conscience entièrement nostalgique se rend impuissante à l'action.

Les groupes sociaux oublient constamment comme les individus et pour les mêmes raisons. Les anciennes habitudes, les anciennes lois, les vieilles mœurs s'atténuent, se transforment, disparaissent peu à peu, comme nos impressions et nos images s'effacent. C'est triste, mais à la réflexion avantageux et sain : la mémoire collective entretient *aussi* les rancœurs, les anciennes blessures, le ressentiment et la haine des autres.

Il faut parvenir à distinguer ces côtés bienfaisants de l'oubli, de la volonté d'amnésie organisée par le ou les pouvoirs pour accommoder les politiques du moment, de l'effacement volontaire de passés encombrants...

**Tolerance.ca : Cette reconnaissance touchant les torts du passé transforme-t-elle la mémoire collective des nations ?**

**Marc Angenot** : Je m'arrête à la formule si répandue de «mémoire

collective», elle ne me plaît pas beaucoup. Le mot de *mémoire*, suivi de *~collective*, *~ nationale* est une image fallacieuse : il y a mémoire au propre et mémoire au figuré et il y a une sorte de tromperie de passer subrepticement de l'une à l'autre. Le collectif, le national n'ont pas de neurones! C'est une locution-simulacre qui dissimule l'oubli délibéré et les manœuvres de toutes les sociétés pour feindre de se souvenir et de «commémorer» ce qui lui convient à un moment donné.

Les sociétés actuelles qui se targuent de remplir leur «devoir de mémoire» me paraissent pouvoir être caractérisées par des régimes accentués d'effacement et d'oubli, par des pratiques, adaptées aux goûts et besoins du jour, de l'amnésie collective induite (si je prolonge la métaphore), de l'effacement des traces des «passés qui ne passent pas» — expression d'Ernst Nolte à propos de l'Allemagne après 1945. Toutes les sociétés (ce qu'on désigne de ce nom comme la communauté des vivants comportant une gestion plus ou moins sélective et sournoise du passé) ont un intérêt au refoulement de gros pans de ce passé. On peut dire ce genre de chose avec agacement : si la France, au lieu de bavarder sur le «Devoir de mémoire», voulait fouiller dans son passé récent et poursuivre en justice les vieillards d'aujourd'hui, anciens massacreurs, tortionnaires, génocidaires, elle ne serait pas en peine et n'aurait pas assez de juges et de tribunaux.

Pour la France dont j'ai dit qu'elle est mon principal objet de recherche et qui ne me sert ici que d'exemple, outre les essais sur la réticente mémoire de Vichy au cours du demi-siècle, on peut lire le recueil dirigé par Dimitri Nicolaïdis, *Oublier nos crimes: l'amnésie nationale, une spécificité française*.<sup>1</sup> «La France est malade de son passé», pose Henri Rousso au début de *La Hantise du passé* de 1998.<sup>2</sup>

**Tolerance.ca** : Le multiculturalisme canadien vise à promouvoir les mémoires des différents groupes et nations du pays, et notamment celles des nouveaux arrivants. Cette politique risque-t-elle d'affecter à long terme l'unité d'une nation ?

**Marc Angenot** : Peut-être que votre description du multiculturalisme canadien accentue un défaut latent d'une politique qui initialement avait pour fin ultime d'intégrer. Mais il a rencontré la vague des

idéologies identitaires et communautaristes qui déferle sur tous les pays d'Occident et qui justement considère toute intégration à des valeurs civiques générales comme une capitulation devant les «dominants». L'idéologue du ressentiment identitaire se place face à un monde extérieur jugé oppresseur en cultivant des *grieffs* — détournements narcissiques de la volonté de justice. Le grief remâché devient son mode de contact avec le monde, tout s'y trouve rapporté. Il lui donne une raison d'être et un mandat social qui permettent cependant de ne jamais sortir de soi-même. En valorisant ses valeurs «propres», la tribu de ressentiment exalte du même coup le mérite qu'il y a à se restreindre et à se refermer sur son contentieux à l'égard du monde extérieur.

**Tolerance.ca** : Au Québec, des pressions sont exercées par des groupes issus de la diversité afin que des figures de leur passé soient reconnues sur la place publique. À titre d'exemple, un buste du chef révolutionnaire et abolitionniste haïtien, Toussaint Louverture, a été érigé boulevard Maisonneuve, à Montréal. Tout en saluant cette initiative, on pourrait tout de même s'interroger, alors qu'aucune artère principale de la métropole québécoise ne porte les noms de Québécois et de Québécoises, tels que Jean-Charles Harvey, Olivar Asselin ou Éva Circé-Côté, qui ont pourtant livré des combats épiques, dans les années 1930 et 1940, contre l'antisémitisme et pour les droits des femmes. D'après vous, la société québécoise, du fait de sa condition minoritaire en Amérique du Nord, subit-elle, plus que d'autres sociétés, des pressions pour la reconnaissance de ces mémoires ?

**Marc Angenot** : Toussaint Louverture en buste ne me déplaît pas. Je suis d'accord avec le très oublié successeur d'Auguste Comte, Pierre Laffitte dans son *Toussaint-Louverture*, 1882 ; «Quelle admiration ne mérite pas celui qui brise les chaînes d'une population d'esclaves!»<sup>2</sup>

Néanmoins je vois bien la pertinence de votre remarque : le Québec n'a rien à gagner à l'amnésie, ni au refoulement de son passé. Quoique Jean-Charles Harvey ou Olivar Asselin ne feraient sans doute pas l'unanimité. Le Québec pas plus qu'une autre société n'aime pas toujours commémorer ceux qui ont eu raison dans le passé et à qui on a fait payer le prix de leur dissidence.

Mon livre sur l'Oubli comportera un chapitre sur les effacements en cours de la mémoire collective ; les re-baptêmes de noms de rue par exemple sous pression de lobbies revendicateurs qui fonctionnent à l'intimidation. Chaque épisode doit être évalué à son mérite et à la valeur de ses arguments pour et contre. Exemple, si je prends une fois encore du recul loin de chez nous : le précédent Maire de Paris, Bertrand Delanoë a débaptisé la vieille rue Richepanse pour la renommer rue du Chevalier-de-Saint-Georges. La ville efface le nom d'un général acteur de la répression qui a rétabli l'esclavage en Guadeloupe en 1802 pour le remplacer par celui d'un noir, musicien et compositeur, qui a participé activement à la Révolution française.

C'est approprié, mais les choses peuvent virer aussi vite à la «chasse aux sorcières» qui traduit la panique anticolonialiste, antiraciste et anti-misogyne de notre société. À Montréal, l'administration de Valérie Plante vient de rebaptiser d'un nom iroquois la rue Amherst, qui honorait le général britannique Jeffery Amherst, colonialiste et raciste, ce, «au nom de la réconciliation avec les Autochtones.» La rue Amherst portera désormais le nom de *Atateken*, fraternité. Mais il y a encore une rue Amherst dans le secteur du Vieux-Hull à Gatineau, comme il y en a ailleurs au pays.

**Tolerance.ca :**

---

Les historiens peuvent-ils, par ailleurs, se comporter comme des gardiens de la mémoire ? Au Québec, par exemple, certaines figures controversées du nationalisme québécois demeurent intouchables du fait que des historiens attirés présentent des versions bienveillantes sinon élogieuses de leurs écrits et de leurs actions. De plus, des établissements et des lieux publics continuent d'arborer ostensiblement leurs noms. En France, on pourrait penser à Voltaire, dont les propos antisémites dans son *Dictionnaire philosophique* sont bien connus.

Comment faire la part des choses, lorsqu'on doit, malgré tout, reconnaître certains faits accomplis par ces figures alors que leurs écrits et parfois leurs actions peuvent aujourd'hui susciter la réprobation ?

**Marc Angenot :**

Ici aussi comment répondre en peu de mots à une aussi vaste question ? – mais elle est très pertinente.

Les historiens n'ont pas mandat d'être des gardiens de la mémoire ou des arbitres des mémoires en conflit. Ce n'est pas leur rôle, mais il se fait qu'ils se laissent entraîner. Rien de plus conflictuel que le monde historiographique face à une tâche de toute façon toujours malaisée. Les faits historiques se dérobent constamment derrière les oublis, les refoulements, les mensonges unanimes, les distorsions, les inventions. Le passé, même le plus récent, s'efface vite, si même il ne se trouve pas délibérément oblitéré et déformé. Les mythomanes par conviction, les passionnés abondent ; les esprits sobres sont rares. Quant à la *désinformation* d'État ou de parti, elle est évidemment plus ancienne de plusieurs siècles que le mot qui est apparu à la fin du 20<sup>e</sup> siècle dans le bilan des totalitarismes.

L'historien a un seul devoir qui est, *idéalement*, de dire la vérité du passé, toute la vérité et rien de plus — mais l'amnésie et la mémoire sélective sont perpétuées par bien des historiens «au service» délibéré de quelque chose, de la Nation ou d'une grande Cause; les vainqueurs n'hésitent jamais à rappeler longtemps les crimes commis par les vaincus et nient pour leur part en avoir jamais commis. La mémoire dite «nationale», tout comme l'individuelle ou la familiale, est naturellement organisée en faveur de l'oubli des mauvais et honteux souvenirs et pour garder une image positive du passé.

Les *assassins de la mémoire* que stigmatise Pierre Vidal-Naquet peuvent être des idéologues marginaux comme les Faurisson de ce monde, négationnistes de la Shoah. Mais il faut admettre qu'ils forment souvent un groupe qui a pignon sur rue, une coalition des politiques et des «historiens» officiels, des pédagogues et des «faiseurs d'opinion» et de consensus.

**Tolerance.ca** : Au Québec, durant la Deuxième guerre mondiale, plusieurs milliers de volontaires francophones québécois sont allés se battre contre l'occupant nazi en Europe, bien avant la tenue en 1942 d'un référendum dont le résultat a autorisé l'enrôlement obligatoire dans l'armée canadienne. On sait qu'au niveau pancanadien le vote était favorable à la conscription, alors que le Québec avait voté massivement contre. Pourtant, lors des

commémorations qui ont lieu tous les ans, il n'est jamais question de cette position anti-conscriptionniste du Québec ni du fait que les milliers de Québécois, qui étaient partis au front, s'étaient portés volontaires, malgré la forte opposition des leurs lors du référendum sur la conscription. Comment expliquez-vous cette amnésie ?

**Marc Angenot :**

C'est un bon exemple ... parmi bien d'autres. C'est ce qui fait dire qu'il n'y a pas de justice ici-bas, pas même de justice pour les morts ! Ce sera toute une partie de mon livre que de retracer la lutte des survivants et des victimes contre l'injuste oubli. Il n'est pas surprenant que le «sens moral», se révolte devant cette injustice immanente au cours du monde. Quelle réparation doit-on aux morts injustement traités, qui ne peuvent pas protester, ni se réjouir, ni bénéficier de dommages et intérêts réparateurs? On leur doit apparemment de les *extraire de l'oubli*, devoir qui s'impose d'autant que c'est la seule «justice» à portée, si dérisoire soit-elle — le passé est irrémédiable.

Tous les survivants des atrocités, des guerres, des massacres du siècle écoulé ont protesté qu'ils n'avaient pas souffert en vain dans les tranchées ou dans les camps, que la mémoire, qui allait être entretenue perpétuellement, de l'horreur subie servirait au moins à empêcher que les hommes de l'avenir ne remettent ça. Je songe au topos du *Plus jamais ça* après 1918 et aux exorcismes conjuratoires de même nature face aux atrocités ultérieures. Or, l'Europe et puis le Monde entier ont remis ça dès 1939.

Il me faudrait m'arrêter à toutes les expressions du refus de l'effacement des traces, refus de l'amnistie des criminels par oubli voulu, oblitération des crimes, à toutes les expressions obstinées de la lutte contre l'amnésie. J'essaierai de rendre hommage à ceux qui au 20<sup>e</sup> s. ont consacré leur vie à empêcher l'oubli des massacrés. Je pense aux œuvres qui se sont vouées à un tel combat – à Primo Levi, à son terrible *I sommersi e i salvati*. À Claude Lanzmann avec *Shoah*, ce film de neuf heures trente minutes qui a sidéré le monde en 1985. En URSS, du temps de Gorbatchev, et clandestinement dès avant lui, la revue en samizdat *Pamjat, Mémoire*, s'était consacrée à restituer le souvenir des victimes des répressions stalinienne. Le régime de Poutine désapprouve sournoisement ces empêcheurs d'amnésie et il



persécute même les chercheurs. L'histoire des survivants, témoins de l'horreur des guerres et des massacres, forme un domaine de recherche en expansion – de l'ouvrage pionnier de Norton Cru, *Témoins*, sur les sans-grade de la Guerre de quatorze et leurs témoignages plus ou moins stéréotypés et fallacieux, à l'œuvre d'Annette Wieviorka, *L'ère du témoin*, et à celle de Philippe Mesnard sur la Shoah.<sup>2</sup>

L'optimisme toutefois serait mensonger, Il faut éviter de peindre un tableau avantageux d'une prise de conscience des crimes du siècle passé, conscience qui demeure partielle et réticente — il faut constater que, des génocides coloniaux aux «nettoyages ethniques» dans les Balkans, l'amnésie et la dénégation ont été souvent les plus fortes et que la prétendue mémoire contrite n'a jamais rien empêché.

**Tolerance.ca** : Dans votre dernier ouvrage, vous semblez suggérer le caractère peu constructif du rôle de l'histoire. «Si les humains voyaient jamais lucidement (...) les ruses infinies de l'histoire, ils resteraient sagement ou stoïquement chez eux », écrivez-vous. Mais en vous penchant sur les technologies du 21<sup>e</sup> siècle et les tendances à l'effacement, vous incitez le chercheur à «conjurer tant soit peu l'oubli, de se faire mémorialiste systématique de tous ces passés qui s'effacent inexorablement». N'est-ce pas contradictoire? Les technologies du 21<sup>e</sup> siècle, adoptées par les nouvelles générations, ne comblent-elles pas finalement l'effacement de l'histoire que vous sembliez souhaiter ?

**Marc Angenot** : Ce n'est pas tout à fait contradictoire. Ma 1<sup>e</sup> phrase évoque ceux qui ont voulu *jouer un rôle* dans l'histoire et qui presque tous ont eu à payer le prix de leur aveuglement, indissociable, pour le meilleur et le pire, de leur engagement. Si les humains voyaient jamais *lucidement* le possible et les risques encourus, ils seraient plus prudents et «Robespierre aurait fini, bien tranquille, avocat à Arras et poète mineur, en laissant passer l'orage».

Il n'y a pas une méthodologie historiographique indubitable, mais **il** y a une éthique de l'historien, à savoir un mandat, impossible à remplir en toute rigueur, mais qu'il ne peut écarter: il a un devoir vis à vis des Morts. «Il n'y a pas de serment d'Hérodote ou de Thucydide pour les historiens comme il y a un serment d'Hippocrate pour les médecins,

mais si il y en avait un le respect des morts devrait y figurer»: voici ce qu'écrit avec l'intense conviction qu'exprime son œuvre Carlo Ginzburg.

**Tolerance.ca** : Finalement, à quoi sert l'histoire ? Les humains tirent-ils des leçons du passé ou répétons-nous les mêmes erreurs ?

**Marc Angenot** : Pas plus que la nouvelle génération ne tire jamais profit des conseils des sages vieillards et a dès lors le bonheur de commettre les mêmes erreurs qu'eux-mêmes avaient commises dans leur jeunesse!

Je serai pessimiste, mais tout en affirmant le devoir de se faire le «mémorialiste systématique de tous ces passés qui s'effacent inexorablement», force est de constater que les efforts des historiens conjoints à ceux des survivants, évoqués il y a un instant, ne résistent pas à l'ignorance voulue ou indifférente. Ce n'est pas moi qui invente pour vous désoler : un Français sur dix n'a jamais entendu parler de la Shoah. C'est le résultat d'un sondage Ifop sur l'Europe et les génocides obtenu par France Info.<sup>1</sup> De l'autre côté de l'Océan, «Forty-one percent of Americans, and 66 percent of 'millennials', cannot say what Auschwitz was.»<sup>2</sup>

Nicolas Werth et un groupe d'historiens moscovites de l'association *Mémorial* débarquent récemment à Magadan, «capitale» jadis du Goulag de la Kolyma, région concentrationnaire grande comme deux fois la France qui a vu travailler de force, et mourir pour la plupart, des millions d'esclaves. Ils croisent un groupe de jeunes filles. Le Goulag? Elles n'en ont jamais entendu parler. « — C'est un groupe de rock?» Accablement des historiens ! Cette déconvenue n'est pas un accident inopiné dû à la frivolité de la jeunesse, c'est le résultat d'une politique ! Toutes les autorités constituées en partant de Poutine, se sont donné pour tâche de refouler, d'oblitérer les souvenirs des crimes de masse staliniens. La Russie de Vladimir Poutine déploie ses efforts de censure au nom d'un patriotisme «bien compris» et elle tend à montrer de l'indulgence envers les «erreurs» de Staline — Staline qui, par la manière forte, avait fait du moins de l'URSS une grande puissance que la Russie n'est plus et voudrait bien redevenir.

Site internet de Marc Angenot : [www.marcangenot.com](http://www.marcangenot.com)

Entrevue réalisée par Victor Teboul pour Tolerance.ca.

---

<sup>1</sup> Repris par *le Figaro* le 20/12/2018.

<sup>2</sup> Holocaust Is Fading From Memory, Survey Finds. *NYT*, 12 avril 2018.

---

<sup>1</sup> Paris, Autrement, 2002.

<sup>2</sup> Paris, Textuel, 1998.

i

<sup>2</sup> *Consciences de la Shoah. Critique des discours et des représentations*. Paris, Kimé, 2000.